



On n'est pas des héros!

Un héros fait preuve d'abnégation, croit si fort en sa cause qu'il n'hésite pas à mettre sa vie en péril. Il s'offre en spectacle, on l'applaudit.

Nous, agents hospitaliers, ne sommes pas des héros.

Nous sommes des travailleurs désireux de vivre et de pouvoir assurer notre mission de service public maintenant plus que jamais: soigner.

Depuis que les parlementaires ont pris le contrôle du budget de la Sécu en 1996 sur modification de la Constitution, les Agences Régionales de Santé ont été créées pour aligner le modèle de financement des hôpitaux publics sur celui des cliniques privées. **Avec la tarification à l'acte, nous sommes passés dès 2007 d'une obligation de moyen à une obligation de résultat... financier.**

Suppressions de lits, suppressions de postes, précarisation des agents (non titularisations, maintien en CDD jusqu'à 6 ans), non renouvellement des stocks de matériels de protection (dont les masques FFP2)...

C'est ça, la réduction des moyens.

C'est l'organisation du travail à flux tendu, **une recherche de rentabilité à tout prix, le projet d'anéantir la Sécurité Sociale** d'ici 2022 (conséquence de la suppression du salaire brut) et de brader les hôpitaux endettés pour 1€ symbolique.

Mais ça on vous l'a déjà dit.

On n'était pas nombreux mais nous l'avions hurlé dans les rues, tracté, expliqué et placardé, dans l'indifférence quasi-totale du public et de nos directeurs.

Pas assez spectaculaire peut-être?

Au centre hospitalier de Guebwiller,

de nombreux agents et notre syndicat réclament chaque année lors de l'épidémie de grippe saisonnière, la mise à disposition de masques FFP2, seul dispositif de protection respiratoire efficace contre l'aérosolisation des virus auxquels tous les soignants sont exposés.

Dès la fin janvier, des soignants ont réclamé ces masques et l'ensemble des dispositifs de protection individuelle contre le covid-19 recommandés par la Société Française d'Hygiène Hospitalière.

En réponse, les managers ont confisqué les masques FFP2, ont laissé les soignants au contact de patients suspects covid-19 sans surblouse à usage unique, et ont invité jusqu'au 25 mars à ne pas utiliser de gants à usage unique au contact des patients suspects!

Le secrétaire du CHSCT a alors alerté la direction du danger majoré par la réaffectation brutale des soignants remplaçant la quinzaine d'entre eux, contaminés par le covid-19.

Certaines infirmières ont été contraintes par la menace et le chantage de prendre poste dans des services très techniques tandis que la spécificité de leur service d'origine les avait éloignées des soins techniques, des connaissances pratiques et théoriques depuis des années.

Par peur de nuire au patient, par crainte de perdre leur métier, d'être contaminés et de contaminer à leur tour leurs familles, des soignants sont en pleurs, craquent.

Que dirait-on d'une situation où sur une ruine en chantier, un employeur confisquerait les chaussures de sécurité, les casques, les bouchons d'oreilles et les lunettes de protection pour envoyer un carreleur sur une toiture et un chauffagiste installer le réseau électrique?

Aurait-on envie d'applaudir où de déloger l'abruti aux commandes?

Aujourd'hui la direction n'a pas levé le Danger Grave et Imminent que nous avons déclaré le 28 mars 2020.

Elle a cependant répondu partiellement aux attentes du CHSCT en proposant le soutien psychologique aux agents et en réservant les masques FFP2 pour la réalisation de certains soins.

Notre syndicat demande à ce que la direction applique le principe de précaution et délivre ces masques FFP2 à tous les agents travaillant en service covid ou avec des patients suspects.

Nous demandons aussi que les agents le désirant, puissent reporter leurs congés annuels afin d'oeuvrer en renfort dans les missions dramatiques du moment:

**-accompagner dignement nos aînés, réaliser une prise en charge globale, humaine;
-soulager les soignants épuisés par une organisation chaotique du travail et un management autoritaire.**

Dans le soucis de protéger les patients, nous demandons que soient testés tous les personnels intervenant aux services « non-covid » afin de ne pas transmettre le virus.

Tandis que nous soignants, n'avons pas encore les moyens humains de faire face au drame qui se profile _accompagner dignement la mort de 20 à 40% des plus de 80 ans_, nous regrettons que la direction nous ait fait part de son intention de renoncer au projet d'EHPAD du Bois-Fleuri. Face à la potentielle pénurie de « clients », anticipe-t-elle la viabilité économique d'un projet qui, selon ses dires au Conseil de Surveillance de décembre 2019, place notre Centre Hospitalier « au bord du gouffre »?

La « labellisation hôpital de proximité » engagée par la direction, conduira à la fermeture des services de chirurgie et des urgences d'ici 2022. La situation que nous vivons aux urgences démontre l'absurdité d'un tel projet. Notre syndicat demande plus que jamais d'y renoncer.

Le boulot de notre syndicat CGT et des représentants du personnel au CHSCT, c'est de promouvoir le bien-être au travail et d'alerter l'employeur afin qu'il supprime les risques.

L'employeur est quant à lui légalement responsable de la santé et de la sécurité des salariés.

Au moins quinze personnels ont été infectés par le covid-19 et certains hospitalisés, faute d'avoir eu les moyens de se protéger.

C'est le fruit d'un siècle de conquêtes sociales .

Les salariés organisés démocratiquement en syndicats, ont créé les caisses d'assurance maladie, d'assurance chômage et de retraites.

La CGT et Ambroise Croizat*, ont créé les comités d'entreprise, le statut des délégués du personnel, les conventions collectives, la prévention et la réparation des accidents du travail, le régime des prestations familiales et le régime général de la Sécurité sociale.

Les syndicats ont géré et maintenu à l'équilibre jusqu'en 1995 le plus gros budget de la nation.

Les syndicats doivent reprendre le contrôle de la Sécu aux scélérats qui la démantèlent au péril de nos vies.

Contre le coronavirus, on essaie de faire notre job, malgré que des dirigeants irresponsables ont bousillé l'outil de travail et nous ont mis en danger.

Mais contre ces abrutis, on est en guerre.

Et celle là, on devra la gagner tous ensemble!

* ministre du Travail et de la Sécurité sociale entre 1945 et 1947, voir l'excellent film de Gilles Perret « **La Sociale** »